

La sécurité, c'est aussi l'affaire de la Région

La sécurité, c'est aussi l'affaire de la région
Valérie Pécresse propose un plan d'urgence pour la sécurité

Sécurité dans les transports



Port obligatoire de la
carte d'identité en
Vigipirate "Attentat"

Vidéosurveillance : au
moins un wagon équipé
dans chaque rame



Système d'alarme pour
permettre aux usagers de
donner discrètement l'alerte

Réaffectation des 300 postes
de police des transports
supprimés depuis 2012



Valérie Pécresse a présenté le 10 février ses propositions sur la sécurité pour la région Ile-de-France. Sa priorité : rassurer les habitants de la région notamment en lendemain des attentats qui ont touché la capitale. Trop souvent cet aspect de la politique des transports est négligé. Parmi les mesures qu'elle a défendues en séance, plusieurs nous semblent incontournables :

- La **mise en place d'un plan de sécurisation** avec au minimum une caméra de vidéoprotection dans la première voiture de chaque rame de RER. Cette mesure ne serait pas plus coûteuse que les écrans publicitaires installés par la Région dans les trains neufs (20 millions d'euros) ! A ce sujet, le conseiller régional EELV, Jacques Picard, n'a pas manqué de rappeler le manque de pragmatisme de son parti en affirmant que "notre opposition à la vidéoprotection n'est pas idéologique, elle est philosophique".

- **Obliger les usagers à être en mesure de présenter une pièce d'identité** en cas de contrôle de police dans les transports. Cette mesure ne s'appliquerait qu'en cas de plan vigipirate « alerte attentat ».

- **Aider les petits commerces à hauteur de 15 000 euros maximum à se doter de caméra de vidéoprotection.** Pour cela, une aide de 50% de la Région serait envisagée.

- **Doter les lycées de vidéoprotection le plus vite possible.**

Mais, Valérie Pécresse n'oublie pas la pédagogie en demandant la **création d'un groupe de travail sur la laïcité au Conseil Régional**. Ce sujet est essentiel car n'oublions pas que le meilleur moyen de lutter contre la délinquance, c'est encore de l'éradiquer à sa source. **L'éducation et la pédagogie sont donc des instruments fondamentaux pour la sécurité de tous.**

**Le chiffre du
mois :**

**5 milliards
d'€**

L'endettement régional s'emballé. Son montant dépasse maintenant celui du budget lui-même. Il aura plus que doublé pendant la mandature et la Région Ile-de-France est maintenant la 2ème plus endettée (après le Nord-Pas-de-Calais) des régions hexagonales. Désormais aussi, 80% des nouvelles sommes empruntées servent à rembourser la dette existante...



Passé navigo unique : une démagogie aux frais des contribuables



Après le vote de cette mesure juste dans l'idéal, mais que nous savions déjà démagogique dans la réalité, une étude réalisée par le bureau d'étude 2b2p est venue le démontrer.

En effet, Jean-Paul Huchon avait annoncé un coût de 400 millions d'euros. Or, **cette mesure coûtera 313 millions d'euros par an à la région à partir de 2016**. Où trouvera-t-elle cet argent qui représente 12% de son budget ? La gauche ne le dit pas. Comble du cynisme, elle assure que ce sera facile. Il est vrai que ce sera juste après les élections !

En définitive, **cette mesure se fera au détriment des investissements**. La somme consacrée au passé navigo unique est, sur 10 ans, supérieure à la remise à neuf de toutes les lignes de RER.

Incapable d'assurer le bon fonctionnement de nos transports publics, la gauche a décidé de mettre le tarif au niveau du service : déplorable.

CPER : communication excessive et priorités discutables

Le Conseil Régional a approuvé le 12 février le projet de contrat de plan Etat-Région (CPER) en Ile-de-France pour la période 2015-2020, qui prévoit 7,3 milliards d'euros d'investissements, dont près des 3/4 pour les transports collectifs. Le document "devrait être signé" le 16 février avec le Premier ministre Manuel Valls", selon le président de la Région Jean-Paul Huchon.

Mais, contrairement aux affirmations de la gauche, le montant de ce contrat n'a rien d'exceptionnel. En effet, 7,3 milliards d'euros, **c'est moins que le CPER 2000-2006 qui représentait 7,7 milliards d'euros**.

Sur cette somme, seuls 50 millions d'euros sont prévus pour aider les maires bâtisseurs à construire des logements et de grands équipements structurels. Dans le même temps, le fonds alloué à l'ANRU va rester au même niveau mais sur une durée sensiblement plus longue (10 ans contre 6 actuellement). La fameuse lutte contre l'« apartheid » du Premier Ministre ne trouve donc pas pour l'instant de soutiens concrets... Au contraire !

La gauche cherche également à occulter le **bilan constaté dressé par la Chambre Régionale des Comptes** :

- La moitié seulement des opérations prévues au CPER 2007-2013 a été réalisée (seulement 50% des fonds prévus ont été réellement versés par la Région).
- C'est finalement l'Etat et non pas la Région qui a donné l'impulsion en matière d'investissement en Ile-de-France avec plus 17,4 milliards d'euros investis, 3 fois plus que le CPER.

La Région lutte contre les paradis fiscaux et choisit HSBC !

Dans le cadre de sa lutte contre le blanchiment de l'argent et les paradis fiscaux, la Région a voici trois ans solennellement engagé une sélection rigoureuse pour ne travailler qu'avec des établissements vertueux. Au terme d'un long processus, elle s'apprête à choisir HSBC comme principal partenaire financier... choix présenté le jour même où Le Monde révélait les pratiques de cette banque ! Bravo...

